

*Initiatives ministérielles*

nous sera aussi fort difficile, sinon impossible, de maintenir le régime d'assurance-maladie ou d'aide sociale, ainsi que le filet de sécurité et de soutien en cas de perte de revenu, dont nous nous sommes dotés au Canada. Tout cela parce que les conservateurs tenaient à conclure un accord de libre-échange nord-américain même si les règles du jeu seraient extrêmement inégales.

Ce sont ces trois facteurs. Il y a la TPS, cette taxe fort nuisible que le gouvernement a imposée au Canada. Il y a ensuite l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qui ronge l'économie canadienne et qui continuera à le faire tant qu'il sera en vigueur.

Enfin, il y a cette véritable folie que s'apprête à commettre ce gouvernement, de sorte qu'en vertu de cet accord de libre-échange nord-américain, il fera cadeau des emplois qui nous restent au Mexique, où le salaire horaire n'est que de 80c.

Je crois que nous devons faire un choix. Cela fait presque quatre ans depuis les dernières élections générales, et il faut que la population fasse un choix bientôt. Or, celui que mon prédécesseur a décrit ne saurait être plus clair. C'est le choix que le dernier député conservateur à intervenir a fait lorsqu'il a déclaré que le gouvernement conservateur préférerait avoir raison et être impopulaire. On a signalé que le fait d'être impopulaire pour un gouvernement signifiait qu'il n'avait plus la confiance des Canadiens. Ces derniers ne croient pas que nos vis-à-vis ont raison d'adopter une politique qui favorise la suppression d'emplois au Canada au profit des États-Unis. Ils ne pensent pas qu'il soit bon d'inciter les entreprises à déménager de l'autre côté de la frontière. Enfin, ils ne considèrent que les conservateurs ont tort d'imposer une taxe qui détruit les entreprises et nuit à l'activité économique en plus d'être tout à fait rétrograde et dure pour les Canadiens.

Les conservateurs sont vraiment impopulaires. Les Canadiens ne croient pas que le gouvernement a raison de conclure avec le Mexique un accord commercial en vertu duquel des emplois canadiens dans les secteurs forestier, automobile, manufacturier ou textile rémunérés à 10 \$ ou 15 \$ l'heure se retrouvaient plutôt au Mexique où ces mêmes emplois ne paieraient que 80c. l'heure et où il n'y a aucune protection, notamment en ce qui concerne les droits de la personne. C'est une véritable catastrophe.

Non seulement le gouvernement est extrêmement impopulaire et refuse absolument d'écouter la population, mais il est également tout à fait dans l'erreur.

Selon moi, il y a une lacune fondamentale dans la façon dont on présente les choix à l'heure actuelle aux Canadiens. Ils doivent comprendre que le problème en question continuera à se poser si on élit un gouvernement libéral à l'avenir. En fait, les libéraux croient dans la TPS. Ils signalent clairement chaque fois qu'ils le peuvent qu'ils entendent conserver la TPS, cette taxe rétrograde très dure qui nuit à l'activité économique, détruit les possibilités. . .

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le leader parlementaire de l'opposition officielle souhaite invoquer le Règlement.

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, le député qui vient d'intervenir souffre peut-être d'une maladie et il se peut que le médicament qu'il prend l'affecte. Dans le cadre de ses interventions à la Chambre, il devrait au moins s'assurer qu'il y ait une parcelle de vérité dans ce qu'il dit.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je vais donner la parole au député de North Island—Powell River.

**M. Skelly (North Island—Powell River):** Monsieur le Président, je m'attendais à ce que le Parti libéral proteste contre cette question avec véhémence, partout dans le pays, mais c'est un fait: c'est le Parti libéral qui refuse de rejeter la TPS.

En outre, lorsque le Parti conservateur dit: «Nous appuyons la TPS, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'accord de libre-échange nord-américain», il est clair, dans le compte rendu de la Chambre des communes et dans tous les médias du Canada, que les libéraux choisissent de conserver l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, cet accord préjudiciable et destructeur qui alourdit la dette que ce projet de loi sur la TPS est censé payer.

Ce penchant destructeur et cette exportation des emplois canadiens sont maintenant devenus une politique du Parti libéral.

**M. Dingwall:** Le député acceptera-t-il de répondre à une question?

**Le président suppléant (M. Paproski):** Vous aurez une occasion de poser une question quand viendra la période de questions et d'observations.